



Didier Le Reste
secrétaire général
de la fédération CGT des cheminots
s'adresse aux cheminots



Bonjour,

Dans un contexte socio économique et politique complexe qui génère incompréhensions, troubles, inquiétudes, résignation, fatalisme mais aussi mécontentements et envie de se battre pour imposer d'autres orientations, d'autres choix de société, je veux, au nom de la Fédération CGT des Cheminots, vous faire partager quelques réflexions et propositions.

Malgré le matraquage idéologique quotidien distillé par le gouvernement et la direction de la SNCF, n'hésitant pas pour ce faire à dégager des moyens colossaux, il y a lieu de prendre du recul afin de ne pas se laisser anesthésier et de pouvoir porter une appréciation objective sur la réalité de la situation.

Bien qu'elle ait subi des évolutions, **la SNCF est toujours une entreprise publique de Service Public**, cela ne manque pas d'indisposer ceux de nos dirigeants qui l'entraînent à marche forcée sur les voies du libéralisme économique. La présidence de Guillaume PEPY conduit à présenter une entreprise à double face qui tente de masquer la nature et la finalité des transformations engagées.

Nous avons d'un côté une entreprise qui se modernise, bat des records de vitesse sur rail, améliore ses comptes et dégage des excédents (mais à quel prix), qui se lance dans des OPA et des acquisitions, et de l'autre, une SNCF qui se restructure sur le modèle des grands groupes privés où le business est l'alpha et l'oméga de la gestion qui, comme la politique managériale, emprunte de plus en plus aux méthodes libérales dans leurs dimensions les plus brutales, infantilisantes et culpabilisantes.

Il n'y a donc rien d'étonnant que la stratégie de la SNCF se définisse de plus en plus dans des cabinets d'experts privés et autres cénacles.

Il n'y a donc rien de surprenant non plus à offrir une tribune à Monsieur BON, ex PDG de France Télécom, à la Convention Encadrement des 18 et 19 juin derniers, où ce chantre du libéralisme pur et dur est venu, sans possibilité d'échange, porter la bonne parole en indiquant que pour « mettre au pas » les syndicats « empêcheurs de casser en rond », il avait dynamité le statut des agents. De même s'est il encore vanté, pour parvenir à faire travailler les fonctionnaires, d'avoir utilisé les armes du libéralisme comme la participation et la mise en concurrence entre salariés à statut et salariés de droit privé !

Nous y voyons nombre de similitudes avec la stratégie de la direction de la SNCF autour de recrutements externes en CDI en lieu et place du statut, de la réorganisation du Fret et du dossier participation.

Sous prétexte de devenir un champion planétaire de transport de Fret et de la logistique, ambition aux antipodes de ce que vivent au quotidien les cheminots, la technostructure de la SNCF affiche sa volonté de développer l'activité Fret en amputant sérieusement l'appareil de production (fermeture de gares, de triages, de dessertes, suppressions de milliers d'emplois...) et en abaissant les conditions sociales des cheminots (déréglementation, mobilité forcée,...).

C'est l'enjeu de la création de la « famille Fret » qui préfigure l'éclatement à terme de l'entreprise publique intégrée avec la constitution d'entités autonomes, indépendantes, concurrentes entre elles (familles VFE, Proximités, Infra...).

Bien que les responsables de la SNCF s'en défendent la main sur le cœur et des trémolos dans la voix, nous savons bien que cette stratégie créera **les conditions objectives des filialisations de demain et des privatisations d'après demain.**

Qui peut affirmer aujourd'hui, à moins de vouloir nous faire prendre des vessies pour des lanternes, que le statut des cheminots, (système de protection sociale, rémunérations, notations, facilités de circulation...), résistera à ces modes organisationnels et de gestion basés sur la concurrence et la rentabilité financière.

Chaque cheminot(e), quelque soit le métier qu'il exerce dans l'entreprise, qu'il ait été ou non partie prenante des mobilisations de ces derniers mois, s'interroge fortement sur ces sujets et les évolutions en cours.

A la CGT, nous savons dans quel monde nous évoluons, nous connaissons les défis qui nous sont lancés et les enjeux qui nous sont posés mais nous ne sommes pas de ceux qui considèrent qu'il n'y a pas d'autres solutions que de renoncer bout à bout à tout ce qui fait que la SNCF est la SNCF. Oui, nous affirmons qu'il n'y a pas de fatalité et que d'autres choix sont possibles ! Oui, nous mettons sur la table une multitude de propositions économiques, sociales et stratégiques et nous entendons en débattre.

Malheureusement, à l'instar de la décision unilatérale du Président de la SNCF, de rompre les négociations sur le Fret en annulant la table ronde prévue à cet effet le 29 mai dernier, nous nous heurtons à la politique de « la pensée unique », des « passages en force », des « coups tordus ».

De ce point de vue, comment ne pas être stupéfait et en colère à la fois quand on voit les manœuvres qui ont cours ces derniers temps pour diviser les organisations syndicales et affaiblir la capacité des cheminots à défendre efficacement leurs revendications et intérêts !

Que l'on soit syndiqué ou pas, d'accord ou pas avec la CGT, on se doit de porter une attention particulière à ce qui se passe en ce moment au sujet des relations sociales.

Les premiers dirigeants de la SNCF sont aux manettes en ayant pour objectif de participer à la recomposition syndicale qui se prépare dans le cadre de nouvelles règles de représentativité dès 2009.

L'objectif de la direction, et de ses alliés, est d'isoler la CGT et de caricaturer ses positions. Cette opération touche aux fondements de la démocratie sociale et à l'indépendance du syndicalisme. Des fusions, rapprochements, OPA, mariages sont annoncés sur l'échiquier syndical, sous l'amicale pression et le parrainage de la direction de l'entreprise et ce au plus haut niveau.

Les intérêts de boutique passent avant ceux des cheminots. C'est déplorable et grave à la fois !

C'est à partir de ces nouveaux partenariats que de concert certains syndicats et direction SNCF ont clamé à la cantonade : « on gagne plus par la négociation que par le rapport de forces », en brandissant des « avancées sociales » comme des trophées de guerre !

De quoi s'agit-il exactement ?

- De l'avancée d'un mois d'une augmentation de 0,4% qui était prévue !?
- De la suppression des remises en cause annoncées de la réglementation du travail (RH0077) pour les cheminots du Fret ? Cela a été acquis par la pression revendicative que nous avons exercée. Mais soyons lucides, le Président de la SNCF, pour reprendre sa formule, a simplement « levé le stylo », mais l'encre coule toujours et il attend le moment opportun pour revenir à la charge.
- Du versement de 200 euros sur la paie de juin au titre de l'exercice 2007 ? Cela correspond à la perte du pouvoir d'achat en 2007 consécutive à l'accord salarial signé par les 4 organisations syndicales (CFDT, CFTC, UNSA, FGAAC), limitant les augmentations générales à 1,5% pour une inflation de 2,6% ! Ce n'est donc pas un cadeau à mettre au titre des négociations de coulisses, c'est un dû ! Mais ces syndicats permettent à la direction de le verser sous la forme d'un « dividende » si cher à l'UMP et au MEDEF.

Plus fondamentalement, en apposant leur signature à côté de celle de la direction sur le dossier « participation », ces organisations syndicales valident le choix du gouvernement de mettre fin à la péréquation.

La « participation » ne compte pas pour le calcul des retraites et ne bénéficie pas aux retraités !

La participation, comme l'actionnariat salarial, est un dispositif patronal qui contribue à museler l'action revendicative.

De façon étrange, mais je vous laisse juge, l'UNSA et la FGAAC qui ont dénoncé les accords intéressement à la SNCF, sont maintenant POUR la « Participation » qui épouse la même philosophie.

La CGT ne se résout pas à cette situation préjudiciable au plus grand nombre. Nous entendons recréer dans la clarté et la transparence, une dynamique d'unité syndicale pour porter dans l'action et les négociations vos attentes, aspirations et revendications.

**Vous êtes très exigeants vis-à-vis de la CGT,
vous avez raison mais la CGT a besoin de vous !
Rejoignez-là et investissez-vous !**

Bien cordialement, Didier Le Reste